

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

25 March 2015

Le M23 réclame les garanties de paix

Source: Xinhua / MCN, via mediacongo.net

Kinshasa, 24 mars 2015 - Le Mouvement du 23 mars (M23), ancien rébellion active dans la province du Nord-Kivu de la République démocratique du Congo (RDC), a réclamé lundi 23 mars les garanties de paix et de stabilité, à l'occasion du 6ème anniversaire de la signature de l'accord de paix entre le gouvernement et le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP).

Le M23 avait été créé en 2012 par les ex-rebelles du CNDP qui accusaient le gouvernement de ne pas respecter l'accord du 23 mars 2009.

"En ce jour anniversaire de l'Accord du 23 Mars 2009, la Direction du M23 exhorte tous les intervenants dans le processus de paix en RDC à obtenir du gouvernement congolais les garanties de paix et de stabilité de la RDC et de la Région. Celles-ci sont le résultat de la stricte application de l'ensemble du contenu de l'Accord de Paix du 23 Mars 2009 à Goma, de l'Accord-Cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la RDC et la Région du 24 février 2013 à Addis-Abeba ainsi que des Déclarations du 12 décembre 2013 à Nairobi", a déclaré le président du M23, Bertrand Bisimwa, dans un rapport publié lundi.

"Rien n'est encore gagné, les principales causes de conflits demeurent entières, se consolident et s'élargissent au risque de servir de fondation aux nouveaux conflits imminents", a-t-il souligné.

Pour M. Bisimwa, le M23 "est la conséquence de l'indifférence des dirigeants du pays face à leurs propres engagements pris aux termes de l'Accord de Paix du 23 mars 2009 sur lesdits problèmes".

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le M23 a été vaincu par l'armée congolaise, soutenue par la Mission de l'ONU pour la Stabilisation du Congo (MONUSCO) en décembre 2013.

RDC: face aux rebelles rwandais, l'armée progresse sans vrai combat

Source: AFP

22 mars 2015 - "Une guerre sans combattants?" L'armée congolaise progresse au Sud-Kivu face à des rebelles rwandais des FDLR qui préfèrent fuir, faisant craindre que les problèmes causés par leur présence depuis plus de 20 ans ne soient en rien réglés.

"Les FDLR s'en vont, ils fuient vers la forêt" située plus à l'est dans le territoire de Mwenga, raconte à l'AFP Patrick, un enseignant.

Les opérations lancées fin février dans le Sud-Kivu, région de l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ont d'abord eu lieu dans le territoire d'Uvira, dans le sud-est de la province, et concernent désormais celui de Mwenga (centre), selon un porte-parole militaire. Des informations confirmées par des observateurs et des sources humanitaires.

Pour l'instant, "c'est une guerre sans combattants", affirme à l'AFP une source proche des opérations en cours.

La résistance opposée par les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) au début de l'opération avait pour but de mettre à l'abri leurs familles, mais depuis lors ils fuient devant le déploiement des Forces armées de la RDC (FARDC), ajoute cette source.

"Dans notre optique, il ne s'agit pas de faire un combat avec" les FDLR, fait valoir le major Simon TuajikiMameja, porte-parole de l'opération militaire au Sud-Kivu, depuis le QG situé en plein cœur de Bukavu, cité de quelque 1,5 million d'habitants au bord du lac Kivu.

"Les forces armées n'ont pas pour mission principale de tuer les membres des FDLR, mais de les contraindre à désarmer", explique-t-il.

Selon l'armée, l'offensive avait permis à la mi-mars de "neutraliser" plus de 160 rebelles. Le commandement ne précise pas combien ont été tués, arrêtés ou se sont rendus.

Les effectifs des FDLR comprendraient aujourd'hui entre 1.500 et 2.000 personnes, soit quatre ou cinq fois moins qu'il y a six ans.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Hormis le noyau dur de 200 à 300 chefs ou combattants historiques accusés d'avoir pris part au génocide des Tutsi de 1994 au Rwanda voisin, la plupart des FDLR sont aujourd'hui des jeunes, nés après les massacres et n'ayant jamais mis les pieds dans ce pays.

Résultat de l'absence de vraie confrontation entre FARDC et rebelles: pour les habitants, "la situation n'est pas alarmante", indique la source proche des opérations.

Près de 60% des 22.400 personnes déplacées par les opérations militaires sont déjà rentrées chez elles, précise-t-elle.

L'opération des FARDC se déroule aussi dans la province du Nord-Kivu, selon le même schéma, note un observateur militaire.

- 'Cohabitation plutôt pacifique' -

L'est de la RDC est déchiré depuis plus de 30 ans par des conflits alimentés par des différends ethniques et fonciers, la concurrence pour le contrôle des riches ressources minières et des rivalités régionales.

La communauté internationale exige depuis des mois que le gouvernement traque les FDLR, jugeant leur neutralisation essentielle à la stabilisation de l'Est congolais.

Mais l'offensive conjointe que les FARDC devaient mener avec la Mission de l'ONU en RDC (Monusco) a été annulée en janvier à la suite d'un différend entre les deux partenaires, portant notamment sur le choix des officiers congolais retenus pour diriger l'opération.

Selon le chef de la mission onusienne, Martin Kobler, Kinshasa et la Monusco doivent entamer lundi un "dialogue stratégique" pour apaiser leurs tensions.

L'ONU et le gouvernement congolais accusent régulièrement la milice de graves violations des droits de l'Homme.

A Sange, à deux heures de route au sud de Bukavu, un "mzee" (ancien) indique que les combattants FDLR sont bien connus de la population et que, jusqu'au mois de janvier (date à laquelle était attendu le déclenchement de l'offensive FARDC-Monusco), ils venaient au marché de la ville.

Ils sont agriculteurs sur les plateaux un peu plus à l'ouest "et n'embêtent personne", assure-t-il.

Dans les territoires de Mwenga et Uvira, "il y a une cohabitation plutôt pacifique entre les FDLR et la population", reconnaît une source humanitaire locale.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Elle s'inquiète en revanche que l'offensive en cours ne pousse les miliciens à sévir contre d'autres communautés, et de ce que l'armée ne semble pas avoir prévu un dispositif pour empêcher une éventuelle fuite des FDLR vers la province du Maniema, à l'ouest, ou vers le Nord-Kivu.

Comme lors de précédentes offensives contre la milice, "on risque fort de ne faire que déplacer le problème", avertit un diplomate.

UN peacekeepers previously supported blacklisted Congo generals

Source: Reuters

20 March 2015 - U.N. peacekeepers previously worked with two Democratic Republic of Congo generals accused of abuses, but have refused to support the men in a new campaign against Rwandan rebels because Congolese authorities did not investigate the allegations, said a U.N. envoy on Thursday.

Under the United Nations human rights due diligence policy, the world body has to ensure its support to non-U.N. security forces does not contribute to grave human rights violations.

U.N. peacekeepers and the Congolese army (FARDC) jointly planned a military campaign to take on the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) rebels, which includes former soldiers and Hutu militiamen responsible for Rwanda's 1994 genocide, after it failed to meet a January deadline to disarm.

However the U.N. mission, known as MONUSCO, withdrew its support for the planned offensive after Congo appointed the two generals at the last moment who are on the U.N. mission's red list, which signifies allegations of human rights abuses.

Martin Kobler, head of the U.N. mission, said that peacekeepers had previously supported one general during a 2010 operation against the Lord's Resistance Army rebel group and the other general last year against the Ituri Patriotic Resistance Force, another insurgent group.

Kobler said MONUSCO had granted waivers "in a too generous way" to allow peacekeepers to previously support the generals despite what he called "a credible history of human rights violations."

"We were giving the waivers in former incarnations because we thought the government was now taking punitive actions and giving the cases to the military prosecutor.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

This was not done in several cases," he told reporters after briefing the U.N. Security Council. "This is a fight against impunity."

Congolese troops launched their own operation against the FDLR last month and Foreign Minister Raymond Tshibanda told the Security Council that several areas had already been cleared.

He said more than 200 combatants - 91 of which were child soldiers - had already been captured or surrendered.

"The remainder of rebel troops are now going into the deep forest, moving therefore away from the Rwandan border where it was believed they were creating insecurity for our neighbor," Tshibanda said.

The FDLR, made up of an estimated 1,400 fighters, has been at the heart of years of conflict in Central Africa's Great Lakes region.

Kobler said he was confident the government would take appropriate action to remedy the situation with the tarnished generals. "The more we support, the quicker the operations will have success," he said.

He said since 2012 the U.N. mission had screened 2,592 people under the human rights due diligence policy and 118 officers had been classified red. "These 118 are the problem and here we cannot cooperate," Kobler said.

Congo-Kinshasa: Judges Propose Ntaganda Trial Opening in Congo

Source: AllAfrica.com

Arusha, 20 March 2015 - International Criminal Court (ICC) judges in charge of trying former Congolese warlord Bosco Ntaganda have proposed to hold his trial opening in Bunia, northeastern Democratic Republic of Congo, close to where his alleged crimes were committed.

If approved, this would be the first time any part of an ICC trial has been moved away from the Court's headquarters in The Hague, Netherlands.

The judges on Thursday made this recommendation to the ICC Presidency, the only organ of the Court empowered under ICC rules to authorize delocalizing trial hearings.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"The ICC Presidency will now consult with the DRC authorities and make a decision on this matter, in consultation with the Trial Chamber, in due course," says an ICC press release.

Ntaganda, a Congolese Tutsi of Rwandan origin, is nicknamed "the Terminator" because of his reputation for cruelty. According to the Prosecutor, he was deputy chief of staff of the FPLC militia, one of the armed groups that terrorized Ituri district in northeastern DRC between 2002 and 2003.

Ntaganda defected from the Congolese army, where he had risen to the rank of general. He has been detained by the ICC since March 2013 accused of 13 counts of war crimes and five counts of crimes against humanity committed in Ituri in 2002-2003. Charges against him include murder, attacking civilians, rape, sexual slavery, pillaging, displacement of civilians, attacking protected objects, destroying the enemy's property, conscription of child soldiers and using them to fight. Ntaganda's judges explain in their recommendation to the Presidency that it is with the intention of "bringing the judicial work of the Court closer to the most affected communities".

Under Article 100 of the ICC Rules of Procedure and Evidence, "where the Court considers that it would be in the interests of justice, it may decide to sit in a State other than the host State, for such period or periods as may be required, to hear the case in whole or in part".

On June 3, 2013, ICC judges trying Kenyan Deputy President William Ruto and journalist Joshua Sang recommended holding the trial opening and other parts of the trial in Kenya or Tanzania. This was also supported by the Defence teams.

However, the recommendation was not approved, and it was decided that the whole trial would be conducted in The Hague. Reasons given by the ICC Presidency included security, the high cost of organizing hearings away from The Hague and the possible impact on victims and witnesses and on other ICC cases.

At the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR) in Arusha, Tanzania, courts have gone several times to the scene of the alleged crimes, at the request of the defence or prosecution. As at the ICC, such moves required the authorization of the Tribunal Presidency.

However, each time hearings were held in Rwanda, the accused were absent and were represented only by their lawyers.

In the case of the ICC, "the accused must be present in person unless the judges order otherwise," the ICC public relations department told Hirondelle.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Only 4 DR Congo parties spread across national territory

Source: Xinhua

Out of 477 political parties registered in the Democratic Republic of Congo (DR Congo), only four spread across 75 percent of the national territory, a study has shown.

20 March 2015 - The revelations were made in a report released on Wednesday by the African Commission for Election Supervision, an organization bringing together 74 civil groups.

The four parties are the ruling People's Party for Reconstruction and Democracy, Union for Democracy and Social Progress of Etienne Tshisekedi, Movement for Liberation of Congo of Jean-Pierre Bemba and Union for the Congolese Nation of Vital Kamerhe.

The other political parties only exist in Kinshasa or in the provincial headquarters, the report says, adding that 12 parties are popular in the provincial headquarters or in places of origin of their leaders, which gives them a 45 percent national coverage.

Other 461 political parties are only operational in Kinshasa, with a coverage of 20 percent.

RDC : Renforcer le mandat de la MONUSCO à la veille d'élections sensibles

Source: FIDH (<https://www.fidh.org/>)

24 mars 2015 - En amont du renouvellement du mandat de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO), la FIDH a organisé une interface entre une délégation de défenseurs des droits humains congolais et les États-membres du Conseil de Sécurité à New-York du 16 au 20 mars 2015, afin de partager les préoccupations et porter les recommandations de la société civile congolaise.

La délégation composée de DismasKitenge, Vice-président de la FIDH et président du Groupe Lotus, Paul NsapuMukulu, Secrétaire général de la FIDH et président de la

Ligue des Électeurs et de Benjamin Kalombo, président de l'Aprodec (Association pour la promotion de la démocratie et le développement en RDC), a apporté un éclairage particulier sur les défis auxquels la MONUSCO pourrait être amenée à faire face dans

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

le contexte pré-électoral actuel et au lendemain des manifestations de la mi-janvier 2015.

« Au regard des défis d'ordre sécuritaire et relatifs au processus de démocratisation et d'établissement d'un état de droit, le Conseil de Sécurité doit repenser la stratégie de la mission de l'ONU en RDC en amont d'échéances électorales cruciales » a déclaré Paul NsapuMukulu, Secrétaire général de la FIDH et coordinateur de la Ligue des Électeurs.

En vue de la préparation des nombreux scrutins qui doivent être organisés en RDC d'ici à novembre 2016, nos organisations ont tenu à alerter les États-membres du

Conseil de Sécurité sur les risques liés au maintien de l'essentiel des forces de la Mission de l'ONU dans l'Est du pays, alors que des violations graves des droits humains se multiplient et vont sans doute s'accroître dans la partie centrale et occidentale, le plus souvent commises par les forces de sécurité, armée, police et services de renseignement, congolaises, comme ce fut le cas récemment les 19 et 20 janvier 2015, lorsque les manifestations pacifiques contre le projet de loi électorale ont été réprimées violemment provoquant au moins 42 morts parmi les manifestants.

Nos organisations recommandent donc que les forces militaires et les unités civiles de la MONUSCO soient redéployées sur l'ensemble du territoire pour une meilleure protection des populations civiles et notamment des personnes particulièrement visées par les autorités congolaises en raison de leurs activités de défense des libertés fondamentales, qu'il s'agisse des défenseurs des droits humains, des journalistes indépendants ou bien des opposants et dissidents politiques.

A cet égard, la FIDH et ses organisations membres et partenaires recommandent que le mandat de la MONUSCO soit explicitement renforcé en matière de protection des défenseurs des droits humains.

Nos organisations encouragent également le Conseil de Sécurité à rappeler dans la Résolution renouvelant le mandat de la Mission de l'ONU, la nécessité de mettre fin au cycle de l'impunité dont bénéficient les responsables des violations graves des droits humains en RDC.

Elles encouragent, en outre, la Procureure de la Cour pénale internationale (CPI), dans le but de prévenir la perpétration de nouveaux crimes, à faire passer un message clair aux autorités de la RDC sur la nécessité de lutter contre l'impunité et d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs des crimes commis, tout en coopérant au mieux avec la CPI.

Selon DismasKitenge, Vice-Président de la FIDH , « Compte-tenu du climat délétère qui prévaut actuellement entre le gouvernement de la RDC et la communauté

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

internationale, et le risque croissant de répression auquel la société civile congolaise doit faire face, il est absolument indispensable que les Nations Unies prévoient un certain nombre de « critères » en matière de respect des droits humains et de bonne gouvernance dans la stratégie de sortie de la MONUSCO. Après 15 ans de présence de l'ONU au Congo, les conditions ne sont pas encore réunies pour espérer une transition démocratique pacifique. Cela ne sera possible que si des élections consensuelles peuvent se tenir et si une justice effective est rendue aux victimes des crimes internationaux commis dans le pays ».

Le renouvellement du mandat de la MONUSCO intervient en effet dans un climat extrêmement tendu, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef de la Mission, Martin Kobler, n'hésitant pas à parler de « zones de turbulences » lors de son briefing devant le Conseil de Sécurité, et à avouer son inquiétude lors de ses échanges avec la délégation de la FIDH lors de l'interface.

Une note de position publiée par la FIDH et ses membres met en avant un certain nombre d'autres priorités qui devraient être prises en compte dans le nouveau mandat de la MONUSCO. Alors que le Conseil de Sécurité semble vouloir poursuivre les efforts menés dans la lutte contre les groupes armés à l'Est du pays, tout en réduisant le nombre de troupes intégrées à la Mission, nos organisations rappellent que la préparation d'élections libres et transparentes, selon un calendrier crédible, nécessite un assainissement du terrain politique qui doit passer par le renforcement de l'assistance technique apportée à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) ainsi que le nettoyage, le contrôle et l'accès international (par tous les acteurs intéressés aux élections) au fichier électoral peu fiable géré par celle-ci.

« Notre évaluation continue et objective des processus électoraux en RDC depuis 2007 nous permet d'affirmer que le fichier électoral qui sera utilisé pour les prochains scrutins contiendrait entre 9 et 10 millions d'électeurs fictifs. Cette fraude massive ouvre évidemment la porte à de nombreux trafics à commencer par celui des faux papiers, puisqu'au Congo la carte d'électeur donne droit à l'obtention d'un passeport. Compte-tenu du contexte sécuritaire régional et international, il s'agit là d'une menace potentielle à la paix et à la sécurité internationales que le Conseil de Sécurité ne peut pas négliger », a déclaré Benjamin Kalombo, président de l'Aprodec.

De nombreuses élections doivent se dérouler sur l'ensemble du continent africain en 2015 et 2016. A cet égard et compte-tenu de la similitude des contextes et des défis, nos organisations encouragent la MONUSCO, tout comme d'autres missions de l'ONU impliquées dans des processus politiques sur le continent, à interagir davantage avec la société civile et notamment à travers une coalition d'ONG africaines mise en place par

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

la FIDH, autour de la Campagne #MonVoteDoitCompter, qui regroupe aujourd'hui une centaine de membres.

Enfin, nos organisations invitent la Représentante permanente de la Jordanie, membre du Conseil de Sécurité et présidente du Comité des sanctions sur la RDC, à rencontrer les représentants de la société civile congolaise indépendante lors de sa visite dans le pays en mai prochain.

RDC: motion pour la libération des militants pro-démocratie congolais

Source: RFI

24 mars 2015 - En RDC, les initiatives se multiplient pour obtenir la libération d'une dizaine de militants pro-démocratie détenus depuis une semaine. Lundi 23 mars, l'avocat de certains de ces militants, Sylvain Lumu, a déposé plainte contre X pour « arrestation arbitraire » de ses clients, sachant qu'aucun d'entre eux n'a encore été présenté au parquet. Par ailleurs, le père de l'un des organisateurs de la rencontre avec les militants sénégalais et burkinabé et député a déposé une motion devant l'Assemblée nationale pour demander la libération immédiate de ces jeunes tout comme la révocation du chef des services de renseignement qui détiendrait les militants.

C'est avec une double casquette que Gilbert Kiakwama a choisi de déposer une motion devant l'Assemblée nationale lundi 23 janvier. Celle d'un père inquiet pour son fils dont il dit ne plus avoir de nouvelles depuis plusieurs jours et victime d'une perquisition arbitraire selon lui, mais aussi avec la casquette du député parlant au nom de tous les autres. Car, pour le président du groupe parlementaire des chrétiens démocrates, les autorités commettent une erreur en maintenant ces militants pro-démocratie derrière les barreaux : « Les services de renseignements se sont fourvoyés, qu'ils arrêtent : où allons-nous ? C'est ça l'Etat de droit qu'on est en train de faire ? C'est inacceptable. Qu'on les libère immédiatement. Ils n'ont commis aucun délit. Parler de son pays, se réunir, la liberté d'expression, c'est un droit constitutionnel. On ne peut pas continuer comme ça. On ne peut pas créer une telle tension pour aller aux élections. C'est inacceptable ».

Retransmission coupée en direct

Inacceptable aussi visiblement pour la télévision et la radio publique congolaise, la RTNC, qui dès que le mot « injustice » a été prononcé par le député, a coupé la retransmission en direct de cette motion. Du côté de la majorité présidentielle, une certaine gêne était perceptible. DidasPembe, député et président du parti écologiste

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

congolais : « C'est la justice qui doit se prononcer. Et moi en tant que député, je ne fais que de l'observation participante active. Donc je laisse la justice et je ne tiens vraiment pas à m'immiscer là-dedans ». Reste que le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, a promis qu'une mission d'information serait mise en place dès ce mardi 24 mars pour faire la lumière sur cette affaire.

Disparition d'un membre de Lucha

Un autre militant est porté disparu depuis samedi. Il s'agit de Serge Sivya, étudiant en médecine et membre de l'organisation la Lutte pour le changement (Lucha) à Goma.

Une organisation très engagée depuis une semaine pour obtenir la libération de la dizaine de militants pro-démocratie toujours détenus à Kinshasa, dont l'un de ses membres.

Le Rwanda prêt à suivre le mauvais exemple?

Source: Al Huffington Post (Blog)

OPINION

24 mars 2015

"Quand on rase ton voisin, savonnes-toi le menton", dit un proverbe espagnol. La maladie ayant frappé certains pays africains ces derniers mois est maintenant aux portes du Rwanda. La contagion semble inévitable, à en croire les mouvements observés ici ou là au Rwanda. Il s'agit, non de la fièvre Ebola comme certains peuvent l'imaginer, mais bel et bien de la révision de la Constitution qui devient un véritable fléau de la politique africaine.

La monopolisation et la pérennisation du pouvoir deviennent des symboles de la démocratie à l'africaine! Notre continent qui n'est pas assez réputé en matière d'innovation économique ou technologique, se rattrape tout de même en innovation politique (rions un peu)! L'Afrique ne devrait-elle pas réclamer les droits d'auteur de "la révision constitutionnelle" en tant que technique de pérennisation du pouvoir par les présidents en fin de mandat?

Même si cette pratique a été tentée ailleurs notamment chez Bachar El-Assad, l'Afrique reste championne du monde de cette discipline. La liste des pays africains touchés ou qui risquent de l'être s'allonge du jour au lendemain.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Certains présidents ont réussi ce passage en force de la révision constitutionnelle. On peut, à titre d'exemple, citer Ben Ali ancien président de la Tunisie, Eyadéma (père) du Togo, Paul Biya (Cameroun), Omar Bongo (Gabon), Mamadou Tandja (Niger), Idriss Déby (Tchad), Yoweri Museveni (Ouganda), Abdelaziz Bouteflika (Algérie), etc.

Pour d'autres, la tâche paraîtra très compliquée. Malgré la tentative, ils se butent souvent à une opposition vivante et vigilante, comme on l'a vu tout récemment au Burkina Faso. La RDC et même le Burundi pourront suivre l'exemple du Burkina, le peuple des pays respectifs disposant, malgré tout, d'un minimum de liberté d'expression.

Et le Rwanda?

Eh bien, le Rwanda entre à son tour en scène. Certaines hautes autorités rwandaises affichent progressivement la volonté de manipuler la Constitution en faveur de l'actuel président. Il existe au Rwanda des laboratoires occultes (existants aussi dans d'autres pays), chargés de trouver des arguments et justifications pour motiver ce choix de vouloir réviser la Constitution.

Différentes personnalités politiques semblent montrer à la communauté internationale, médias interposés, que la décision finale appartiendra aux citoyens rwandais qui seraient appelés à s'exprimer au moyen du référendum. Or, la liberté d'expression est muselée, quasiment inexistante comme les organismes de défense des droits de l'homme ne cessent de le signaler. Quoique légitime, ce référendum ne serait crédible en rien, sous-entendant que la population est déjà elle-même manipulée d'avance.

La RFI note pour appuyer ce propos, que la campagne pour un troisième mandat au profit du président rwandais est renforcée, en l'absence de tout débat démocratique.

"Alors que la question d'un troisième mandat présidentiel provoque une levée de boucliers au Burundi et au Congo, au Rwanda il n'y a pas de débat, mais une campagne qui ne dit pas son nom (...). Selon le maire de Kigali, les conseils de district affirment que leurs électeurs réclament une réforme de la Constitution ouvrant la voie à un nouveau mandat de Paul Kagame".

En début de son mandat, le président rwandais avait pourtant juré, à Dieu ne déplaise, qu'il ne serait pas tenté de modifier la Constitution pour se maintenir au pouvoir.

Qu'il y ait de bons arguments aujourd'hui, c'est possible et on en aura certainement toujours, mais de toute manière, le pays ne tient pas qu'à une seule personne. Il serait donc judicieux que le président Kagame tienne sa parole. Sinon, quels que soient les moyens utilisés pour réviser la Constitution, sans en être dupes, ce sera sans nul doute

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

pour les intérêts égoïstes du pouvoir en place et non pour les intérêts du peuple rwandais.

Tanzania's President Kikwete joins the call of Burundi's Bishops

Source: AFP/Vatican Radio

23 March 2015 - Early this month Burundi's Catholic Bishops declared in a statement that the incumbent President, Pierre Nkurunziza was not eligible to stand for a third and unconstitutional term in this year's June elections. Now Tanzanian President, Jakaya Kikwete has warned that Burundi risks civil strife if the President does not abide by the constitution which prevents him from running for another term in the Burundi general elections scheduled for 26th June.

Speaking earlier this month, Archbishop Evariste Ndayishimiye the Metropolitan Archbishop of Bujumbura said in a statement that, "We call upon politicians in power not to speculate or misinterpret the constitution. All the constitution provisions about the President's terms are very clear: no President can lead the country for more than two terms of five years each."

President Kikwete, who is also the chairman of the East African Community, made his comments when he gave the state of East African community address to the

Legislative Assembly that took place Thursday in the capital, Bujumbura.

Under Burundi's constitution and the terms of a peace deal to end more than a decade of Burundi's civil war, no leader is allowed to be in power for more than 10 years.

Nkurunziza himself has not yet said he will run in June's election. His supporters, however, insist he is eligible to run. They argue that his first term does not count since he was picked by lawmakers rather than voted into office by universal suffrage. Nkurunziza has been in power since 2005.

There was no immediate reaction from the Burundi government regarding Kikwete's concerns.

Catholics in Burundi represent about 70% of the total population. The Church played a key role in peace talks in Burundi.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Burundian President Pierre Nkurunziza has urged defense forces to remain neutral during the country's upcoming elections.

Source: Xinhua

Burundian President Pierre Nkurunziza has urged defense forces to remain neutral during the country's upcoming elections.

24 March 2015 - "The electoral period is generally characterized by a tumultuous political situation. Don't be distracted by politicians who may use you for their egocentric interests, but continue to work professionally," Nkurunziza told defense forces in his remarks on Tuesday.

He said sanctions will be given to soldiers who attempts to "tarnish the respectable image" of the Burundian army.

Burundian Defense Minister Pontien Gacyubwenge also advised members of the army to be characterized by "discipline" wherever they are and to "act rigorously and firmly" in accordance with the country's laws.

Burundi: le parti présidentiel menace ses frondeurs

Source: RFI

Au Burundi, une fronde de hauts cadres du parti au pouvoir, le Cndd-FDD, prend de l'ampleur depuis quelques jours et revendique déjà entre 100 et 300 signatures contre un troisième mandat pour le président Pierre Nkurunziza. Mais désormais, le bras de fer est engagé entre les soutiens du chef de l'Etat et ceux qui lui contestent le droit de briguer une nouvelle fois la présidence.

24 mars 2015 - Dans un premier temps, la présidence burundaise a tenté de minimiser le mouvement de contestation en assurant qu'il était l'œuvre d'une poignée d'individus. Mais très vite, le ton est devenu menaçant, histoire sans doute de casser une dynamique qui commençait à faire peur, selon les frondeurs.

« Pourquoi nous les qualifions de gens qui veulent perturber l'ordre public ? Parce qu'à voir ce qui est prononcé, ce qui est dit par les partis de l'opposition et certaines associations de la société civile, nous ne voyons pas où se trouve la différence entre eux et ces associations et ces partis-là », explique le président du parti présidentiel, Pascal Nyabenda.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Et celui-ci d'annoncer que les punitions vont bientôt tomber. Elles iront de la suspension et une exclusion pure et simple du Cnnd-FDD, a prévenu Pascal Nyabenda. Et arme plus dissuasive encore, les frondeurs sont menacés de perdre leurs fonctions, que ce soit au gouvernement, dans l'administration ou encore leurs sièges de parlementaires.

Pas de panique chez les frondeurs

Mais dans le camp des hauts cadres du parti présidentiel opposés à ce que Pierre Nkurunziza brigue un troisième mandat, on ne panique pas. « Nous continuons à recueillir des signatures », assurait mardi un de ces cadres, appelant toujours à l'organisation d'un congrès du parti qui doit trancher la question.

Pour le moment, personne ne sait qui sortira vainqueur de ce bras-de-fer, mais des analystes rappellent que l'ex-rébellion aujourd'hui au pouvoir au Burundi ne fonctionne pas encore comme un parti ordinaire : ce sont les généraux qui en sont issus qui ont toujours le dernier mot.

Burundi ruling party chairman suspends party spokesman

Source: Xinhua

Burundian ruling party Chairman Pascal Nyabenda Monday evening suspended Onesime Nduwimana from his duty as the ruling party spokesman, a press release has said.

24 March 2015 - The press release from the chairman of Burundi's ruling party, the National Council for the Defense of Democracy-Forces for the Defense of Democracy (CNDD-FDD), did not however say reasons behind Nduwimana's suspension.

In the press release, Pascal Nyabenda designated Senator Daniel Gelase Ndabirabe as the new CNDD-FDD spokesman.

Nduwimana's suspension follows a letter sent by 17 senior ruling party officials to Burundian President Pierre Nkurunziza, requesting him not to run a new term during the forthcoming presidential election, arguing it would be a "violation" of laws.

Onesime Nduwimana is among the signatories of the letter.

Earlier this month, Roman Catholic bishops issued a message to Roman Catholics where they said that they were opposed to plans of Burundian President Pierre Nkurunziza to run a new term during the forthcoming elections, stressing it would be a violation of the Arusha Agreement and the National constitution.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

While suggesting that a president (of Burundi) cannot serve the country for more than two terms, the Burundian Constitution is not clear on how many terms Burundian

President Pierre Nkurunziza has already served, as he was elected by the Parliament in 2005 and directly re-elected by citizens in 2010.

Burundi is to hold this year general elections between May and September, with the presidential election to be held on June 26.

Burundi: bras de fer à haut risque à l'approche des élections

Source: AFP

Par Esdras Ndikumana / Aude Genet

20 mars 2015 - Un président accusé de "forcing" pour briguer un troisième mandat, un parti au pouvoir divisé, une opposition remontée à bloc: un bras de fer acharné est engagé au Burundi à quelques mois d'élections générales à haut risque.

Depuis des mois, la tension politique monte dans le petit pays d'Afrique des Grands Lacs, à l'histoire récente marquée par les conflits interethniques et une longue guerre civile (1993-2006) dont il se remet difficilement.

Deux camps sont désormais clairement identifiés: les opposants à un troisième mandat de Pierre Nkurunziza, qu'ils jugent inconstitutionnel, et les soutiens du chef de l'Etat qui défendent son droit à une nouvelle candidature. Et leurs positions se radicalisent.

"C'est la première fois dans l'histoire des conflits burundais qu'on a une telle polarisation" politique et que "la plupart des acteurs (...) voient dans l'explosion, la violence, l'issue politique souhaitable", résume Julien Nimubona, professeur de sciences politiques à l'Université du Burundi.

La radicalisation s'est opérée en quelques semaines, dans la foulée d'une manifestation de dizaines de milliers de personnes venues soutenir à sa sortie de prison un populaire journaliste, Bob Rugurika, réputé critique du pouvoir.

L'ampleur inédite du rassemblement a été largement perçue comme un avertissement lancé au pouvoir et a galvanisé opposition et société civile qui militent contre un troisième mandat de M. Nkurunziza.

Mais elle a aussi libéré la parole au sein du Cndd-FDD, l'ex-rébellion hutu devenue parti au pouvoir, où de plus en plus de hauts cadres prennent position contre une nouvelle

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

candidature du chef de l'Etat, de peur de voir le système Cnnd-FDD s'effondrer - comme au Burkina récemment - ou le pays replonger dans la violence.

Pour le Cnnd-FDD, le risque est d'autant plus grand dans ces élections législatives et communales de mai et présidentielle de juin que, contrairement aux scrutins de 2010, l'opposition exclut tout boycott et a ses chances, estiment les analystes.

"La fronde interne au système a pris de l'ampleur", note un diplomate, soulignant que ces divisions au sein du parti émergent aussi dans l'armée.

"Fuite en avant"

Face à cette crise interne, à une opposition déterminée à barrer la voie à Pierre Nkurunziza et à des partisans du président - particulièrement la jeunesse du Cnnd-FDD (les Imbonerakure) - qui ne cachent plus leur volonté d'en découdre si leur champion est contraint à renoncer, le risque de violence est réel.

"On sent à la fois une montée de la tension électorale dans les deux camps, ainsi qu'une ambiance potentiellement émeutière à Bujumbura", note Thierry Vircoulon, de l'International Crisis Group (ICG), d'autant plus inquiet que "certains semblent être tentés par la logique du pire".

La crainte des violences est dans toutes les conversations, à Bujumbura et alentour.

Au Burundi désormais, les tensions dépassent le traditionnel clivage hutu-tutsi qui a longtemps meurtri le pays. Elles traduisent essentiellement des luttes de pouvoir entre responsables politiques hutu: le principal opposant à Pierre Nkurunziza est AgathonRwasa, chef historique de l'ex-rébellion hutu des Forces nationales de libérations (FNL).

Mais ces tensions n'en sont pas moins vives. Et sont exacerbées par un ras-le-bol généralisé d'une population parmi les plus pauvres d'Afrique, qui, en particulier à Bujumbura, dénonce pêle-mêle inflation, corruption, harcèlement et intimidation de l'opposition et de la société civile, voire assassinats et tentatives d'assassinats politiques.

Dans ce contexte explosif, la très influente Eglise catholique burundaise est récemment sortie de sa réserve: ses évêques se sont prononcés contre un troisième mandat de M. Nkurunziza, causant "un dommage immense" au parti présidentiel, reconnaît un de ses hauts cadres.

La pression extérieure s'accroît aussi: Les Occidentaux, Etats-Unis et Européens notamment, multiplient les appels à Pierre Nkurunziza pour qu'il renonce.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Pour les analystes, le chef de l'Etat burundais reste cependant dans une logique de "fuite en avant" et la "clé" est désormais entre les mains de son parti.

Pour Thierry Vircoulon, il faudrait "un accord au sein du Cnodd-FDD sur une candidature alternative". Toute la question sera de choisir, d'ici à un congrès sans cesse reporté, qui pourra jouer ce rôle.

Le ministre de l'Intérieur, Edouard Ndiwumana, appelle à la "patience", jusqu'à ce qu'au moins le choix du candidat du Cnodd-FDD soit arrêté. Il souligne également que c'est à la Cour constitutionnelle de trancher sur la légalité des candidatures en lice avant le scrutin, dont éventuellement celle de M. Nkurunziza.

"Pensez à ce qu'il adviendrait si on lui interdisait de se présenter", alors que la Cour constitutionnelle pourrait l'y autoriser, glisse-t-il.

Burundi needs private investors to boost energy sector

Source: Xinhua

The Burundian Senate on Tuesday passed a bill on the country's energy sector which emphasized importance of private investors in boosting the energy production.

24 March 2015 - "There is a lot of energy potential in Burundi, but the government alone is unable to supply the needed energy. We therefore need to open doors for private investors in the energy sector to boost the country's economy," Energy and Mining Minister Come Manirakiza said when he was giving senators clarifications about the bill.

According to him, the bill on the reorganization of the energy sector provides that the government will "supervise the quality of services" offered by private investors engaged in the energy sector.

For a couple of years, Burundi has been suffering an energy rationing system in all the towns of the East African nation due to low electricity production.

Manirakiza said the low energy production is due to the expansion of the country's towns, adding that the latest hydropower energy was built in 1986.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Only 2 percent of Burundian citizens are said to have access to energy provided by hydropower dams, official figures show.

Burundi is also in dire need of energy that could enable it to exploit its nickel.

Efforts to arrest Sudan president foiled by UN veto - International Criminal Court is weakened by the UN Security Council

Source: The Irish Times

By Peter Cluskey

22 March 2015 - The relationship between the United Nations Security Council and the International Criminal Court (ICC) continues to deteriorate, with the latest tensions arising over Sudan's failure to arrest its president, Omar Hassan al-Bashir, who has been wanted since 2009 on charges of genocide in Darfur.

ICC prosecutor Fatou Bensouda has written to the Security Council at least eight times during those six years asking for its unequivocal backing for the arrest, but Sudan's close ties to Russia and China, two permanent members of the council, have ensured that any action is vetoed.

Ironically, it was the Security Council itself that originally asked the court in 2005 to open a criminal investigation into Sudan's allegedly genocidal campaign against the people of Darfur, which has left 400,000 dead and 2.5 million displaced. Another 100 die every day, according to estimates.

As a result of that investigation, the court indicted Bashir – who took power in Sudan in a military coup in 1989 – along with his defence minister and two other associates.

All three were charged with genocide, crimes against humanity and war crimes.

The problem is not just that Sudan has failed to arrest Bashir, but that he has been able to travel abroad frequently, including to Egypt, Nigeria, Libya, Chad and Qatar, without being detained – much to the frustration and embarrassment of the ICC, which has pledged to combat impunity.

Obligation to co-operate

Sudan is not a party to the Rome Statute, which set up the ICC, and as a result claims it is not obliged to execute the warrant from its judges. However, in international legal

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

terms, Security Council resolution 1593 should oblige Khartoum and other capitals to co-operate. It simply doesn't.

The ICC's frustration has been mounting, especially with the ignominious collapse last December, due to lack of evidence, of its other high-profile case, against Kenya's president, Uhuru Kenyatta – described by Bensouda as “a dark day for international criminal justice”.

Just a few days later, in her twice-annual report in person to the security council, the prosecutor told its members that she had also been forced to “suspend” the Darfur investigation, chiding them that she needed to see “a dramatic shift” in their attitude towards arresting Bashir.

Without that shift, she told them scathingly, “I will have little or nothing to report to you on this case for the foreseeable future.”

There has been no such shift. And now the ICC judges in the Bashir case have rowed in behind the prosecutor and formally requested the security council to take whatever measures “it deems appropriate” to ensure compliance by Sudan.

In their briefing to the council, they found that Sudan had “failed to co-operate with the court by constantly refusing to engage in any sort of dialogue with the responsible organs of the court over the past six years or to execute the pending requests for the arrest and surrender” of the president.

Sanctions unlikely

The judges' chamber did not specify what sanctions the council might apply against Sudan – and as a result it remains unclear whether any action will follow at all. Probably none.

What is becoming increasingly clear, however, is that the relationship between the ICC and the Security Council is becoming more difficult the more the council refuses to stand behind it in landmark cases such as those against Presidents Kenyatta and Bashir.

The unpalatable truth, however, may be even worse for the ICC – due to move into its first permanent headquarters later this year.

That truth suggests that without reform of the Security Council, and particularly of the circumstances in which a veto can be applied, cases of geopolitical importance at the ICC will always be compromised.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

“My reading of what happened in December and more recently is that the prosecutor’s office is trying to fix blame squarely on the security council for its failure to back the court up,” said Richard Dicker, director of the international justice programme at Human Rights Watch.

Elusive convictions

Michael Ignatieff of the Harvard Kennedy School goes further.

“Let’s be clear: without political backing at the highest level, no international prosecutor can secure a conviction against a sitting head of state.”

In both legal and moral terms, that is arguably an untenable situation for the ICC.

Soudan du Sud: l'enrôlement d'enfants soldats ne cesse pas

Source: RFI/Fraternité Matin (Côte d'Ivoire)

Depuis des mois, l'Unicef se bat pour mettre un terme à ces pratiques, elle estime à 12 000 le nombre d'enfants soldats recrutés en un an au Soudan du Sud. En février dernier, l'ONG de défense des droits de l'homme, HumanRights Watch accusait une milice pro-gouvernementale de recuter des garçons d'à peine 13 ans, dans la ville de Malakal.

21 mars 2015 - Au Soudan du Sud, des centaines d'enfants ont été enlevés en un mois, à la fois par les forces gouvernementales et les groupes armés rebelles, s'insurge, ce vendredi, l'Unicef. Le fonds des Nations unies pour l'enfance demande aux responsables de mettre un terme à cette situation et d'arrêter le recrutement d'enfants soldats. L'unicef estime à 12 000 le nombre d'enfants recrutés depuis le début du conflit opposant le président SalvaKiir et son ex vice-président Riek Machar, en décembre 2013.

Le phénomène n'est pas nouveau mais, depuis février 2015, l'Unicef assiste, impuissante à une recrudescence des enlèvements d'enfants. Des centaines de jeunes garçons qui sont recrutés de force, à la fois par les groupes armés et par les troupes gouvernementales.

Depuis des mois, l'Unicef se bat pour mettre un terme à ces pratiques, elle estime à 12 000 le nombre d'enfants soldats recrutés en un an au Soudan du Sud. En février dernier, l'ONG de défense des droits de l'homme, HumanRights Watch accusait une milice pro-gouvernementale de recuter des garçons d'à peine 13 ans, dans la ville de Malakal.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Démobilisation de 3 000 enfants

Les miliciens, affirmait l'ONG, venaient même jusque dans la base de l'ONU où se sont réfugiés les civils. La pression mise par l'Unicef et les ONG produit parfois des résultats : ces derniers mois, l'Unicef a réussi à obtenir la démobilisation de 3 000 enfants recrutés par le chef rebelle David YauYau.

Mais la vague de recrutement du mois de février sonne aujourd'hui comme une anticipation de la tension actuelle. Le 6 mars 2015, les pourparlers de paix entre les belligérants s'achevaient sur un nouvel échec. Depuis, les forces de Riek Machar et celles de SalvaKiir s'affrontent sporadiquement dans le nord du pays.

Soudan du Sud: 250 enfants-soldats libérés

Source: Le Figaro.fr

22 mars 2015 - Un groupe rebelle du Soudan du Sud en proie à la guerre civile a libéré 250 enfants-soldats, et 400 autres devraient l'être prochainement, a annoncé dimanche l'Unicef, poursuivant une opération de démobilisation de 3.000 enfants annoncée fin janvier. Leur libération porte à "plus de 1.300 le nombre d'enfants démobilisés depuis le 26 janvier", a indiqué le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) dans un communiqué.

Les enfants libérés étaient enrôlés dans l'Armée démocratique du Soudan du Sud (SSDA) - Faction Cobra, groupe rebelle de l'est du pays dirigé par David YauYau, avec lequel l'Unicef avait conclu un accord fin janvier pour libérer 3.000 enfants-soldats au total, une des plus importantes opérations de démobilisation d'enfants jamais menées. Mais des milliers d'autres continuent de combattre, pour les rebelles comme pour le gouvernement.

Vendredi, l'Unicef avait accusé les deux camps d'avoir intensifié l'enrôlement forcé d'enfants-soldats, "raflés" par "centaines" durant le seul mois de février. Quelque 12.000 enfants, principalement des garçons, ont été enrôlés en 2014 au Soudan du Sud, selon l'agence onusienne.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Réunion à Luanda des Chefs d'Etat-major des pays signataires de l'accord cadre d'Addis-Abeba

Source: L'Observateur

Par: Luc-Roger Mbala Bemba

L'Angola qui assume la présidence de la Conférence internationale sur les grands lacs tient au suivi des engagements pris par les états signataires de l'accord cadre d'Addis-Abeba et vient à cet effet de convoquer une réunion des états-majors des pays concernés pour la vérification du suivi du volet militaire de ces accords.

Kinshasa, 23 mars 2015 - Les chefs d'Etats et chefs d'Etat-major des pays signataires de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba se réuniront au début du mois d'avril prochain à Luanda, en Angola. Selon des sources proches de l'agence Angop, les chefs d'Etat-major des pays signataires de l'Accord-cadre vont faire l'évaluation de la situation dans la région des Grands Lacs en général, en République démocratique du Congo en particulier.

Parmi les points qui seront abordés figurent notamment la situation sécuritaire dans la région d'Afrique Centrale et dans les Grands lacs, le bilan de la lutte contre les forces négatives et groupes armés (FDLR, ADF Nalu, LRA...), mais également la lutte contre le terrorisme qui touche aujourd'hui un grand nombre de pays africains. Les chefs d'état-major de l'Afrique centrale et de grands lacs vont à coup sûr étudier des voies et moyens pour collaborer ensemble par des formations conjointes, des échanges d'informations et des exercices militaires conjointes.

L'objectif poursuivi est de renforcer les capacités des forces armées de la région d'Afrique centrale et des Grands lacs pour les aider à faire face aux grands défis du moment que sont le terrorisme, le trafic de stupéfiants, les crimes organisés... Sans oublier sa mission première celle de la protection des biens et des personnes et de la défense des territoires sous leur contrôle.

L'Angola qui assume la présidence tournante de la Conférence Internationale des pays des Grands Lacs entend donner une nouvelle impulsion à la dynamique de paix et de dialogue engagé depuis la signature de l'accord-cadre d'Addis-Abeba, le dimanche 24 février 2013.

Un paramètre clé pour la paix

La rencontre des chefs d'état-major des forces armées de l'Afrique centrale et de la région des Grands Lacs était déjà annoncée de longue date. Le gouvernement angolais

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

part du principe que l'armée reste un paramètre incontournable dans le processus de paix et de stabilisation dans la région d'Afrique centrale et des Grands Lacs.

Lors de leur visite en Afrique centrale au mois d'octobre 2014, l'envoyé spécial des Etats-Unis pour l'Afrique centrale et la région des Grands Lacs, Ross Feingold et la secrétaire d'Etat adjointe américaines aux Affaires africaines, Mme Linda Thomas ont échangé avec le président angolais Edouardo Dos Santos sur la situation politique et sécuritaire dans la région des Grands Lacs en général, en RDC en particulier .Au cours de leurs entretiens, les trois personnalités ont exprimé le vœu de voir les armées des pays de la sous-région coopérer harmonieusement pour bien coordonner les opérations militaires contre les groupes armés comme le FDLR, la LRA...

Les autorités américaines ont de ce fait encouragé les efforts du gouvernement angolais pour résoudre la situation dans la région des Grands Lacs en général, en RDC en particulier, depuis que l'Angola a assumé la présidence de cette organisation régionale. C'est ce qu'a déclaré à la presse, le ministre angolais des Relations Extérieures, Georges Chikoti au terme d'une rencontre avec la secrétaire d'Etat adjointe américaine aux Affaires africaines, Linda Thomas - Greenfield et l'envoyé spécial du Président américain pour la région des Grands Lacs, Russell Feingold.

Selon le ministre, la réunion a permis de discuter des questions bilatérales, qui ont trait à la coopération entre les deux pays et la région des Grands Lacs. « Il était bon d'entendre la partie américaine, encourager l'Angola et reconnaître le rôle joué par le Président de la République. José Eduardo dos Santos et le pays pour promouvoir la paix dans la région », a déclaré le ministre angolais des Relations extérieures Chikoti.

La secrétaire d'Etat adjointe aux affaires africaines, Linda Thomas-Greenfield, a exprimé sa satisfaction pour cette première visite en Angola ajoutant qu'il restait encore beaucoup à discuter dans le cadre de la résolution de la situation en République centrafricaine (RCA), dossier sur lequel, l'envoyé spécial de l'administration Obama a travaillé et dont on peut déjà constater certaines améliorations ces derniers temps. Depuis que l'Angola assume la présidence de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, les pays de la sous-région travaillent ensemble pour améliorer la situation.

Le leadership angolais

L'un des principaux alliés des pays signataires de l'accord-cadre d'Addis-Abeba, les Etats- Unis ont salué le leadership du président Dos Santos, dans la lutte contre les FDLR et les autres groupes armés de l'Est de la RDC ainsi que dans la pacification de la région des Grands lacs. Puissance militaire régionale, l'Angola est parmi les pays signataires de l'accord-cadre d'Addis-Abeba.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Avant de se rendre en Angola, l'envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands Lacs et de la République démocratique du Congo, Russel D. Feingold était à Kinshasa, en République démocratique du Congo et en Angola où il a eu des entretiens avec le premier ministre Augustin MatataPonyo. Ces entretiens ont porté notamment sur les accords cadre d'Addis-Abeba, le processus électoral en RDC et les opérations de neutralisation des groupes armés en l'occurrence les FDLR.